Numéro 8 Octobre 2026

ISSN 2960-1606

RAVSE

Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales



Revue de Géographie du

LAVSE

https://revue.lavse.org/

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

RAVSE

Revue de Géographie du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor (SJIF)
https://sjifactor.com/passport.php?id=23819
Impact Factor : 6,87 (2026)

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS,** Professeur Titulaire à l'UAO

Secrétariat administratif et technique

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Guy Roger Yoboué KOFFI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Edouard Zadi ZOGBO,** Maître de Conférences à l'UAO
- **Pierre Anvo AYEMOU,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Senguen KOUAKOU,** Assistant, Informaticien, à l'UAO
- **Adeline Olga BRISSY,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Enoc One GUEDE,** Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **DJAKO Arsène**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi

(Bénin)

- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **BLE Celestin**, Directeur de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **ASSA** Rebecca Rachel A**.**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOUPKESSI** Tchaa, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **MÉDIEBOU** Chindji, Maître de Conférences Université de Yaoundé (Caméroun)
- **FANGNON** Bernard, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **YABI** Ibouraima, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **ABOUDOU** Ramanou Y. M. A., Professeur Titulaire, Université de Parakou (Bénin)
- **KOUMI** Rachelle, Maître de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **BARIMA** Yao Sabas, Professeur Titulaire, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **CHEIKH** Samba Wade**,** Professeur Titulaire, Université Gaston Berger (Sénégal)
- **PAPA** Sakho, Maître de Conférences, Cheikh Anta Diop (Sénegal)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

EDITORIAL

L'analyse de la vulnérabilité vise à comprendre les conditions et les expressions d'exposition néfaste aux catastrophes naturelles et aux crises dans le but de réduire leurs conséquences sur les populations, les territoires et les activités. La nécessité d'une approche géographique s'impose comme une réponse à la complexité de l'objet d'étude que constitue la vulnérabilité. La création de RAVSE résulte de l'engagement scientifique du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales logé à l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RAVSE est une revue spécialisée de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences mises en place par les sociétés dans un contexte de développement durable. Elle maintient sa ferme volonté de réunir les contributions venant d'horizon divers qui donnent à la vulnérabilité socio-environnementale son épaisseur géographique. Ce support de publication scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés sur les vulnérabilités socio-environnementales en géographie et les sciences connexes. RAVSE est au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'analyse des vulnérabilités socio-environnementales. A cet effet, RAVSE accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées aux facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences.

Secrétariat de rédaction

COMITE DE LECTURE

- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KOUAME** Déhedé Paul, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **MAFOU** Kouassi Combo, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **N'GUESSAN** Kouassi Guillaume, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **KOFFI** Yéboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences, Université Péleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

- **DJAH** Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **KOUASSI** Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

AVIS AUX AUTEURS

La Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales (RAVSE), Revue de Géographie du LAVSE (Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementale) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des «Sciences de l'homme et de la société». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé(CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1- Manuscrit

Les textes à soumettre devront respecter les conditions de formes suivantes :

- le texte doit être transmis au format document doc (word 97-2003);
- il devra comprendre un maximum de 60.000 signes (espaces compris), interligne 1,5, police de caractères Times New Roman 12 ;
- insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans le pied de page ;
- les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Les titres des illustrations (carte, tableaux, figures, photographies) doivent être mentionnés ;
- Le comité de rédaction demande aux auteurs de préciser sur la première page :
    - Le titre du texte,
    - Pour chaque auteur, une notice comprenant :
        - les nom et prénoms,
        - le grade
        - le rattachement institutionnel,
        - l'adresse électronique,
    - Un résumé en un seul paragraphe de 1000 signes (espaces compris) maximum, qui devra être différent du premier paragraphe du texte. Il doit notamment énoncer l'objectif poursuivi par l'auteur.
    - Proposer six mots clés.
    - Proposer le texte lui-même.

NB : le résumé doit être traduit en anglais ainsi que les mots clés.

Le manuscrit doit respecter la structuration suivante : Introduction, Méthodologie, Résultats (analyse des Résultats), Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, si elles existent, doivent être numérotées en chiffres arabes, rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à

d'autres langues que celle de l'article en italique (*Solanum lycopersicum*).
Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)
1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)
1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)

Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : **i**. annoncés, **ii**. Insérés, **iii**. Commentés dans le corps du texte.
La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2- Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (T. K. YEBOUE, 2017, p. 18);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples:

En effet, l'objectif poursuivi par K. Kouassi (2012, p. 35), est «une meilleure appréhension des enjeux de la problématique de l'insalubrité dans l'espace urbain en général et à Adjamé (…)»

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) **pour les articles et les chapitres d'ouvrage.**

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition

(ex: 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple:

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 345 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, 368 p.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, 153p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).

3. Nota bene

3.1. Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

3.2. Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.

3.3. Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

3.4. En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

3.5. Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace.

3.6. Plan: Introduction (Problématique, Hypothèse), Méthodologie (Approche), Résultats (analyse des résultats), Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques

Résumé: dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, faire une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction: doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses**.**

Outils et méthodes: (Méthodologie/Approche), l'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes

Résultats: l'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'Analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article; le point "R" présente le résultat issu de l'élaboration (traitement) de l'information sur les variables.

Discussion: la discussion est placée avant la conclusion ; la conclusion devra alors être courte. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Le Rédacteur en chef

Sommaire

Henri Marcel SECK, Roger COLY, Ibrahima DIALLO *Impacts environnementaux de l'exploitation minière dans le département de Tivaouane au Sénégal*	15
MBAYE Ibrahima, NDOUR Salemond *Stratégies de résilience contre la diarrhée dans les quartiers de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs (Ville de Kaolack-Sénégal)*	41
KOUADIO Konan Célestin, ADAYE Kouassi Albert, TAPE Bi Sehi Antoine *L'usage des pesticides dans l'agriculture et son impact sur l'environnement dans le bassin versant urbain du Zouzouagnigbeu au quartier Lobia (Daloa- Côte d'Ivoire)*	59
Gnangoran Alida Thérése ADOU, N'Dri Ernest KOUADIO, Edoukou Fidèle BROU *Économie informelle et recompositions de l'espace urbain à Arrah : enjeux d'aménagement et de gouvernance urbaine.*	77
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE, Paul GUEU *Christianisation et conflits religieux dans la Gold Coast précoloniale : le cas d'Assafa en pays Fanti (1849-1853)*	94
SAGNON Ibrahima, OUMAROU Laminou, DE You Linda Laetitia *Tourisme balnéaire et gestion intégrée de l'économie bleue : défis et perspectives dans la ville de San pédro (Côte d'Ivoire)*	113
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ, Bazoumana DIARRASSOUBA, *La collecte des déchets ménagers à la croisée des pratiques formelles et informelles dans la ville de Bouaké (Côte d'Ivoire)*	129
Yaya DIALLO, Abdou SENE, Oumar SY *Friches urbaines à Kolda (Sénégal) : entre potentiel de valorisation foncière et vulnérabilité aux inondations*	146
YÉO Siriki *Sites miniers abandonnés et développement rural : contraintes et opportunités pour tortiya (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire)*	167

Brahima KABA, Moussa KABA, Oumar DOUMBOUYA *Migration, urbanisation et inégalités sociales dans la Préfecture de Siguiri : repenser les politiques d'aménagement pour une inclusion équitable*	183
ALAO CHABI CHAFFA Afouda Rodrigue, KOMI Kossi, HOUEDAKOR Koko Z. Brigitte, YABI Ibouraïma, KLASSOU Komi Selom *Impacts des risques hydroclimatiques sur le maraichage dans la ville de Parakou au nord-Bénin : vers une résilience durable*	202
DOSSO Faloukou, KOUAKOU Koffi Landry *De l'écologie intégrale "bourgienne" : entre démocratie écologique et nouvelle civilisation durable*	227
Baba DIARRA, Cheikh Tidiane WADE *Évaluation des risques sanitaires et environnementaux de quelques pesticides utilisés au Sénégal : analyse critique de l'homologation et de la dangerosité des matières actives*	246
SYLLA Yaya *Risques sanitaires liés à la précarité des toilettes publiques dans les gares routières : cas de la commune d'Adjamé (Côte d'Ivoire)*	267
ZAN Bi - Claude Évariste, OUMAROU Laminou, YERENGA Brahima *Menaces anthropiques sur les sites de nidification de tortues marines à Mani-Béréby (Grand-Béréby, Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)*	281
Akotto Urich Odilon ASSI *Dynamique d'occupation du sol et précarité d'accès des agricultrices à la terre dans la Sous-préfecture de Soubré (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)*	305
KOUAME Akissi Marie-Noëlle *Perceptions de la chefferie et des populations liées à l'orpaillage illégal et risques sanitaires dans la tribu de Djran, département de Bocanda (Côte d'Ivoire)*	322
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Yao Julien, LOUKOU Alain François *Appropriation du numérique dans la région du Cavally (ouest de la Côte d'Ivoire) : obstacles et initiatives locales*	341
KOUAME N'Guessan Marie Mireille, FADIGA Mahamadou Bascot *De la donnée satellite à la décision : conception d'un système intégré de résilience urbaine face aux inondations à Cocody (Abidjan, Côte d'Ivoire)*	353

KONATÉ Abdoulaye, YEO Navanhan, YEO Watagaman Paul *Commercialisation des dérivés du palmier à huile et autonomisation des femmes dans la sous-préfecture d'Okrouyo (sud-ouest, Côte d'Ivoire)*	366
GBOCHO Yapo Antoine, ZOMBO Jean Philippe, KOBENAN Aboidji Hamed *Problématique de l'accès aux soins de santé dans un contexte de croissance démographique accélérée dans la ville de San Pedro (sud-ouest, Côte d'Ivoire)*	387
SOGBOU-ATIORY Badjo Julienne, AKROMAN Charles Aristide Kacou *Analyse de l'influence des variables sociodémographiques sur le revenu des productrices salines de la Sous-préfecture Jacqueville (sud de la Côte d'Ivoire)*	402
Atsé Laudose Miguel ELEAZARUS *L'usage des routes non revêtues dans la ville de Daloa au centre-ouest de la Côte d'Ivoire : entre mobilités et commerces*	420
SOUAMY-LEGRAND Joseph Edmé, MALOUONO-LIVANGOU Marina Lyonel, MANIAKA Fred William *Les enjeux climatiques de l'urbanisation pour les villes du XXI^{e} siècle: étude de cas de la commune de Bacongo dans l'agglomération de Brazzaville*	433
BIGOUMOU MOUNDOUNGA Guy Obain *L'approvisionnement en eau à Libreville au Gabon : de la rareté à la débrouillardise*	447
COULIBALY Kadiatou, FOFANA Issa, DOGONI Yacouba *Insuffisance du système d'évacuation des eaux usées ménagères dans le secteur de Bankoni Zékénékorobougou à Bamako, Mali*	462
Fatou FAYE, Aliou BALDE, Oumar SALL, Ibra FAYE, Henri Marcel SECK *Dynamique de l'occupation des sols et étalement urbain dans les communes de Kolda et de Dioulacolon (Haute-Casamance, Sénégal) entre 1978 et 2025*	478
Koffi Bertrand YAO *Dynamiques migratoires et agricoles dans la recomposition de la gouvernance foncière à Gabiadji (sud-ouest ivoirien)*	491
AYEMOU Anvo Pierre, KOUAKOU Kouamé Serge, APPIA Épse Niangoran Edith Adjo *Problématique de la couverture vaccinale dans les districts sanitaires du sud et du nord-est de la ville de Baouké (centre de la Côte d'Ivoire)*	509

MAHAMADOU MOUDI Rachid, MAHAMAN MOUSTAPHA Lamine, OUMAROU Issoufou, SOULEY Kabirou *Impacts des changements climatiques sur les systèmes de production et les moyens d'existence dans les Communes Rurales de Dogo, Koleram et Tirmini (Région de Zinder, Niger)*	523
AUDRON Berchmans Giraldo, M'BOUKA MILANDOU Idriss Auguste Williams *Influence des contraintes géomorphologiques sur l'aménagement des équipements publics de santé à Brazzaville : cas des sites des CSI Domaine et Mpio, dans l'arrondissement 9 Djiri (République du Congo)*	549
KOFFI Brou Dieudonné, DIBY Hosé Prunel *Penser l'environnement comme bien commun en Afrique : vulnérabilités socio-environnementales et responsabilités collectives*	573
NIAMKE Gnanké Mathieu *Circuits informels des produits pharmaceutiques à partir d'Adjamé Roxy : acteurs, stratégies et enjeux (Abidjan-Côte d'ivoire)*	590
Abdoulaye SOULAMA, N'Guessan Arsène KOUADIO, Kpan Noël VEI *L'économie circulaire, une approche innovante pour la gestion durable des déchets des marchés de proximité face aux risques sanitaires et environnementaux dans la ville de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire)*	607
N'GORAN Kouamé Fulgence, KONAN Aya Suzanne, AOUA Boua André *Production du beurre de makoré à Zaïpobly au sud-ouest de la Côte d'Ivoire : entre savoir-faire féminin, économie rurale et perspectives touristiques*	625
Adama SISSOKO, Mahamadou ABOCAR, Mah COULIBALY *Disponibilité des poubelles dans les bureaux du Grand Bamako : déterminants et enjeux*	644
YAO N'zué Pauline épse SOMA *Activités vivrières et contraintes structurelles chez des femmes dans la sous-préfecture de Buyo au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire*	659
Djiby SOW, Guéne FAYE, Oumar FAYE *Inégalités socio-territoriales et vulnérabilités hydrosanitaires dans les villes secondaires du Sénégal oriental*	678

Boubacar Siddy DIALLO, Djiby SOW, Koffi AMOITA, Diarrasouba BAZOUMANA *Equipements urbains et inégalités perçues à Kindia en Guinée inventaire et analyse des acteurs*	691
KOUAKOU Amoin Cinthia *Digitalisation des données sanitaires : un code de traçabilité pour l'optimisation du suivi des patients au Centre de Santé Communautaire Urbain (CSUCOM) à Abidjan : cas du quartier d'Angré dans la commune de Cocody*	708
YAO ÉPOUSE ASSAHI Akoissi Ida Natacha *Effluents liquides des industries et risques environnementaux en Côte d'Ivoire*	728
KOUASSI Konan, YAYA Dosso, CONDE Mamoudou, HEBELAMOU Roger *Cartographie de l'occupation du sol de la ville de N'Zérékoré en Guinée de 1974 à 2025*	744
Babacar NDAO, Cherif Aïdara Amadou Lamine FALL, Henri Marcel SECK *Variabilité climatique et adaptation des exploitations agricoles familiales du département de Nioro du Rip (Sénégal)*	761
Ndey Ngandzo Hippolyte Pépin *L'économie informelle à Brazzaville : entre précarité, résilience et enjeux de formalisation*	779
Adelin Leclerc MASSAMBA MACKOUNDY, Jean-Luc MOUTHOU, André Wilfrid LANDA *L'accès à l'eau dans les quartiers périphériques de Brazzaville (République du Congo)*	795

MIGRATION, URBANISATION ET INÉGALITÉS SOCIALES DANS LA PRÉFECTURE DE SIGUIRI : REPENSER LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT POUR UNE INCLUSION ÉQUITABLE

Brahima KABA, Maître de conférences
Histoire des Relations Internationales Université Julius NYERERE de Kankan,
Email : kaba_ib@yahoo.fr ou kaba.brahima81@gmail.com

Moussa KABA, Doctorant
ED-DESSLA-Mali, Géographie (SIG & Aménagement)
Université Julius NYERERE de Kankan,
Email : mouskab@gmail.com

Oumar DOUMBOUYA, Maître-Assistant en Sociologie
Université Général Lansana CONTÉ de Sonfonia-Conakry,
Email : dges@mesrs.gov.gn
(Reçu le 21 août 2026 ; Révisé le 14 septembre 2026 ; Accepté le 27 septembre 2026)

Résumé
Cette étude analyse l'interaction entre la migration climatique, l'urbanisation rapide et les inégalités sociales dans la préfecture de Siguiri. La migration climatique, exacerbée par les changements environnementaux (sécheresses, inondations et dégradation des terres), entraîne un afflux de la population rurale de Siguiri vers le centre urbain, souvent dans des conditions précaires. Ce phénomène d'urbanisation accélérée génère des disparités sociales croissantes, avec un accès inégal aux ressources et aux services de base (logement, eau potable, santé, éducation). Cette situation crée une stratification sociale où les migrants climatiques se retrouvent souvent dans des quartiers informels, avec peu de possibilités d'intégration économique et sociale. Pour ce faire, en combinant des démarches épistémologiques, géographiques, sociologiques et historiques, la recherche se donne pour ambition, à travers des enquêtes de terrain et le croisement de cette documentation avec la méthode discursive, de renforcer la résilience des communautés urbaines tout en favorisant l'intégration des migrants dans un environnement urbain plus juste et durable. Les résultats montrent qu'il y a une intensification des mobilités à Siguiri. De plus, l'urbanisation s'accélère, avec une extension de l'habitat précaire. Cela favorise une recomposition des inégalités sociales en créant un déficit de gouvernance territoriale.
Mots clés : Inégalités sociales, Migration, Politiques d'aménagement, Siguiri, Urbanisation.

MIGRATION, URBANISATION AND SOCIAL INEQUALITIES IN SIGUIRI PREFECTURE: RETHINKING URBAN PLANNING POLICIES TO PROMOTE EQUITABLE INCLUSION

Abstract

This study analyses the interaction between climate-induced migration, rapid urbanisation and social inequalities in Siguiri Prefecture. Climate-induced migration, exacerbated by environmental changes (droughts, floods and land degradation), is leading to an influx of the rural population from Siguiri into the urban centre, often in precarious conditions. This phenomenon of accelerated urbanisation is generating growing social disparities, with unequal access to resources and basic services (housing, drinking water, healthcare, education). This situation creates a social stratification in which climate migrants often find themselves in informal settlements, with few opportunities for economic and social integration. To this end, by combining epistemological, geographical, sociological and historical approaches, the research aims – through field surveys and the cross-referencing of this data with a discursive methodology – to strengthen the resilience of urban communities whilst promoting the integration of migrants into a fairer and more sustainable urban environment. The results show that there is an increase in mobility in Siguiri. Furthermore, urbanisation is accelerating, with a spread of precarious housing. This is contributing to a reconfiguration of social inequalities by creating a deficit in territorial governance.

Keywords: Social inequalities, Migration, Planning policies, Siguiri, Urbanization.

Introduction

Dans les régions tropicales d'Afrique subsaharienne, la vulnérabilité climatique est renforcée par la forte dépendance aux cultures pluviales, qui représentent environ 96 % des terres agricoles (S. MERCANDALLI, B. LOSCH, 2018, p. 44). Les variations de température et de précipitations affectent directement les rendements et fragilisent les moyens d'existence ruraux, favorisant des mobilités parfois durables vers des pôles urbains perçus comme plus stables économiquement (R. LALOU, V. DELAUNAY, 2015, p. 305). Toutefois, la relation entre changement climatique et migration n'est ni mécanique ni linéaire : elle s'inscrit dans un faisceau de déterminants sociaux, économiques et politiques qui conditionnent la décision de partir ou de rester.

En Guinée, ces dynamiques sont multifacettes. En effet, selon le Ministère des Affaires étrangères, le pays est depuis longtemps un pays de départ, de destination et de transit des migrants. Notons qu'historiquement, il est marqué par une mobilité dominante intra régionale, favorisée par la proximité et la facilité du régime de libre circulation des biens et des personnes en vigueur dans la zone CEDEAO (MAEGE-Guinée, 2020, p. 3). Au niveau de l'immigration, selon les données du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (DAES) (2015, p. 12), 228 413 étrangers vivaient en Guinée en 2015, provenant majoritairement des pays environnants (27 % du Mali, 14 % du Libéria, 12 % du Sénégal, 7 % de la Sierra Leone, 6 % de la Côte

d'Ivoire, 5 % de la Guinée-Bissau. Les émigrés guinéens représentent 426 941 en 2015, soit 3,4 % de la population dont 74 % dans les pays de la CEDEAO (A. A. DIALLO, 2018, p. 25). Dans la région de Kankan, ces dynamiques prennent une forme particulière. Le rapport de l'Organisation internationale pour les migrations met en évidence l'ampleur croissante des mouvements internes et internationaux, ainsi que la vulnérabilité accrue des migrants, notamment dans les zones de forte mobilité comme la préfecture de Siguiri (S. DOUMBOUYA et *al*., 2022, p. 6). Siguiri apparaît principalement comme une zone d'accueil, structurée par l'activité aurifère artisanale, par une économie urbaine en expansion rapide et par une dégradation poussée des zones agricoles. Les données issues du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH 3) confirment l'intensification des migrations internes et la progression de l'urbanisation à Siguiri, avec une concentration croissante des populations dans le centre urbain et les sites miniers (INS-GUINÉE, 2017, p. 25). Cette croissance urbaine, souvent peu planifiée, s'accompagne d'un étalement spatial et de l'émergence de quartiers périphériques faiblement équipés. Dans la préfecture de Siguiri, l'urbanisation rapide est alimentée par un double mouvement : d'une part, l'exode rural lié à la dégradation des terres, aux sécheresses récurrentes et à l'insécurité des revenus agricoles ; d'autre part, l'attraction exercée par l'orpaillage artisanal et les activités connexes (OIM, 2020, p. 1). Les migrants, notamment les jeunes, s'installent fréquemment dans des zones informelles où l'accès au logement, à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation demeure limité (S. DOUMBOUYA, *al*., 2022, p. 14-15). Cette situation contribue à la formation d'une stratification sociale marquée. Les nouveaux arrivants, souvent dépourvus de capital économique et social, occupent les segments les plus précaires du marché du travail urbain (P. A. O. KITOTO, 2016, p. 10). Le document stratégique de réduction de la pauvreté en Guinée souligne que l'insuffisance d'infrastructures de base et la faiblesse des mécanismes d'inclusion économique accentuent les inégalités territoriales et sociales (MEFP- GUINÉE, 2007, p. 109). À Siguiri, ces inégalités prennent une dimension spatiale visible : concentration de la pauvreté dans les quartiers périphériques, disparités d'accès aux équipements collectifs et différenciation marquée des conditions d'habitat. L'urbanisation rapide, lorsqu'elle n'est pas accompagnée par une planification adaptée, tend à reproduire et parfois à amplifier les vulnérabilités initiales des migrants climatiques (C. COURNIL, F. GEMENNE, 2010, p. 2). Ceux-ci se retrouvent dans des environnements urbains exposés à d'autres risques : insalubrité, insécurité foncière, emploi informel instable (RMUAO, 1997, p. 39). Ainsi, la migration, initialement conçue comme stratégie d'adaptation, débouche sur une nouvelle forme de précarité urbaine. Dans ce contexte, la préfecture de Siguiri constitue un terrain pertinent pour analyser l'articulation entre migration climatique, urbanisation accélérée et inégalités sociales. Comprendre ces interactions est essentiel pour repenser les politiques d'aménagement du territoire et promouvoir une inclusion équitable. L'enjeu n'est pas seulement de réguler les flux migratoires, mais d'intégrer la mobilité comme composante structurelle du

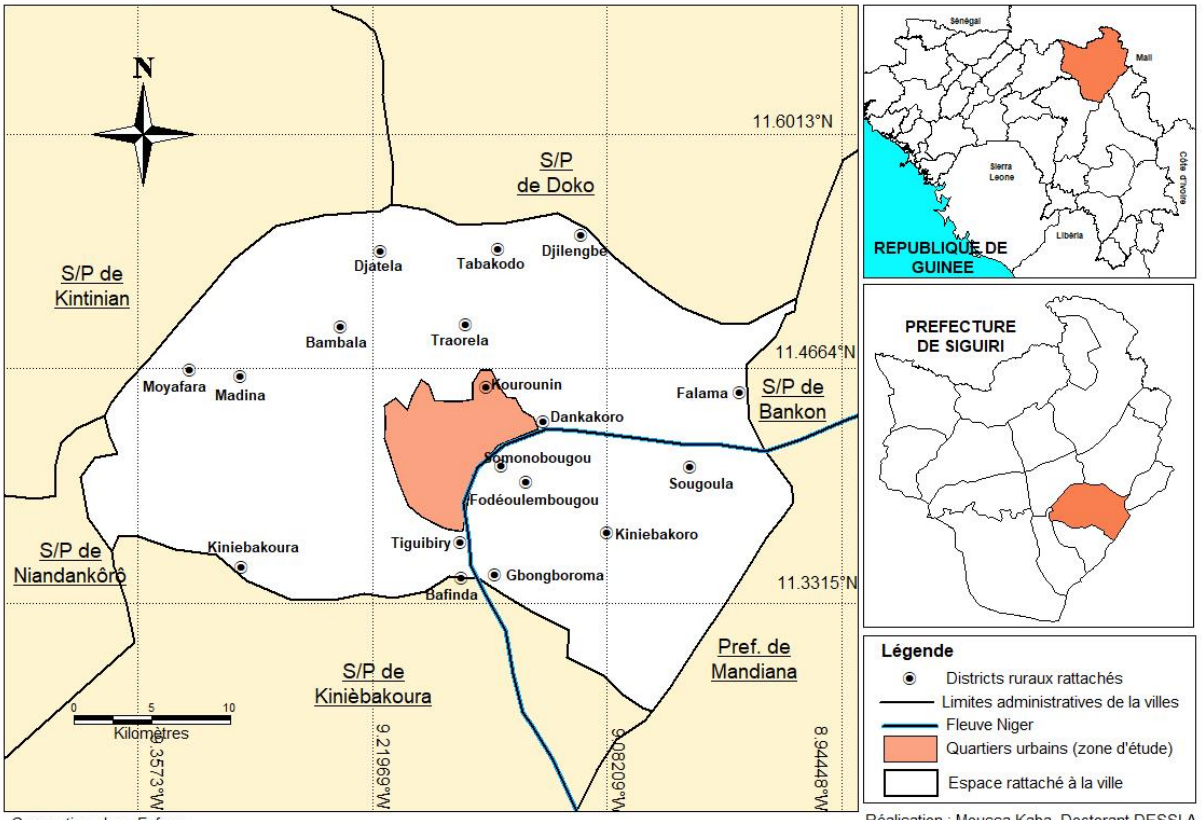
développement territorial. Cet article se propose donc d'examiner comment les dynamiques migratoires liées aux contraintes environnementales contribuent à transformer l'espace urbain de Siguiri et à redéfinir les rapports sociaux. Il s'agit d'identifier les mécanismes par lesquels l'urbanisation rapide produit ou renforce des inégalités, et d'explorer les leviers d'action susceptibles de favoriser une planification inclusive, attentive aux besoins des populations migrantes et des communautés hôtes.

1. Zone d'étude, matériels et méthodes

1.1. Présentation de l'espace d'étude

La préfecture de Siguiri fait partie des cinq préfectures de la région administrative de Kankan. Elle se situe au nord-est de la Guinée, à environ 820 km de Conakry (M. KABA & I. FOFANA, 2026, p. 15). Son territoire s'étend entre 10°48 et 12°36 de latitude nord, et entre 8°42 et 10°12 de longitude ouest, avec une altitude moyenne proche de 972 mètres. Elle couvre une superficie d'environ 17 350 km² (ME- GUINÉE, 2019, p. 35). Siguiri est limitée au nord et à l'est par la République du Mali, au sud par les préfectures de Kankan et de Mandiana, et à l'ouest par Dinguiraye et Kouroussa. Elle comprend 20 communes rurales ainsi qu'une commune urbaine organisée en 16 quartiers urbains et 26 quartiers ruraux. Selon le dernier recensement général de la population, la préfecture compte 1 718 147 habitants (INS, 2026, p. 23), majoritairement Malinkés et de confession musulmane. Sur le plan économique, Siguiri occupe une place stratégique. L'agriculture, l'élevage et le commerce constituent les bases traditionnelles de son économie, mais l'exploitation aurifère en fait surtout l'un des principaux pôles miniers du pays. Malgré ce potentiel, la préfecture reste confrontée à d'importants défis en matière de développement socio-économique. La préfecture de Siguiri constitue un terrain particulièrement pertinent pour cette étude sur la migration, l'urbanisation et les inégalités sociales. Son attractivité liée à l'exploitation aurifère et aux activités commerciales stimule d'importants flux migratoires internes et transfrontaliers, ce qui accélère la croissance urbaine et transforme profondément l'organisation de l'espace. Cette dynamique rapide engendre des contrastes marqués en matière d'accès au logement, aux services de base et aux opportunités économiques. Ainsi, Siguiri (carte 1) offre un cadre concret pour analyser les effets combinés de la migration et de l'urbanisation sur les disparités sociales, et pour réfléchir à des politiques d'aménagement plus inclusives et mieux adaptées aux réalités locales.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude



1.2. La collecte des données de l'étude

1.2.1 La collecte des données secondaires

Dans le cadre de la présente étude, diverses sources ont été utilisées. Il s'agit des sources imprimées et orales. S'ajoutent aux matériels déjà cités, des ouvrages, des rapports, des documents institutionnels, des articles scientifiques et de périodiques. Les sources imprimées sont constituées essentiellement des données de Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2017 et de 2026 de la Guinée. L'exploitation de ces sources a permis d'avoir des informations relatives à l'effectif des migrants dans la préfecture de Siguiri et les secteurs d'activités dominés par ces derniers. Aussi, ces données statistiques donnent une cartographie des migrants de la zone d'étude avec une forte concentration dans les zones aurifères. Quant aux rapports, documents institutionnels, articles scientifiques et de périodiques, ils fournissent des informations précieuses sur les secteurs des activités des migrants dans la localité de Siguiri sans oublier la résilience de ces derniers face à la crise économique que vit la préfecture de Siguiri. Pour les enquêtes orales, un guide d'entretien a été utilisé pour recueillir des informations auprès des personnes ressources. Outre cela, la réalisation des tableaux et les graphiques s'est faite à partir du logiciel Excel. Les entretiens oraux ont permis de recueillir des informations auprès des personnes ressources qui figurent dans le tableau 1.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés

N°	Prénoms & Nom	Age	Date et lieu de l'entretien	Thème abordé
1	Vermon Gbamy	33	07/02/2026	Difficultés des jeunes migrants
2	Nouhan Traoré	47	14/01/2026	Facteurs de migration
3	Haoua Djiddi Djibrine	42	03/02/2026	Choix de migration vers Siguiri
4	Josephine Komano	34	23/01/2026	Difficultés de la vie urbaine
5	El Soul. Magassouba	65	01/01/2026	Migration de façon générale

Source : Enquêtes de terrain

Les personnes interrogées qui figurent dans ce tableau 1 sont des résidents de la zone d'étude. Elles sont issues soit de l'administration ou des secteurs économiques. Leurs informations ont contribué énormément à combler les lacunes de certains ouvrages quant aux impacts de la migration sur le cadre de vie de la préfecture de Siguiri.

1.3. Méthodes

Dans le cadre cette étude, nous avons fait le choix de la méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié. Pour cette étude, les enquêtes s'appuient sur les registres administratifs les plus récents des sous-préfectures ainsi que sur les données de recensement disponibles dans la préfecture de Siguiri. La population globale est ensuite divisée en plusieurs sous-groupes géographiques, appelés strates, afin de refléter fidèlement les réalités de la commune urbaine et des différentes communes rurales. Cette division s'avère essentielle, car l'impact de la migration varie fortement selon les localités, notamment dans les zones d'orpaillage. Les 150 enquêtés sont alors répartis proportionnellement au poids démographique de chaque strate sélectionnée. Au sein de chaque secteur géographique retenu, le choix des concessions et des ménages s'effectue de manière strictement aléatoire grâce à un logiciel de tirage ou à une table de nombres au sort. Une fois le ménage identifié sur le terrain, la liste de tous les membres qui répondent aux critères de l'étude est dressée, comme l'âge ou le lien avec un projet migratoire. Pour anticiper les éventuels refus de participer ou l'absence prolongée de certains répondants, une liste de réserve est constituée en amont selon les mêmes critères de hasard. Cette liste secondaire représente un volume d'environ 15 à 20 % de l'échantillon initial et sert uniquement de remplacement en cas de force majeure ou de logement abandonné. Une telle rigueur méthodologique permet de maintenir l'objectif strict des 150 entretiens tout en préservant l'intégrité scientifique et la représentativité des données collectées à Siguiri.

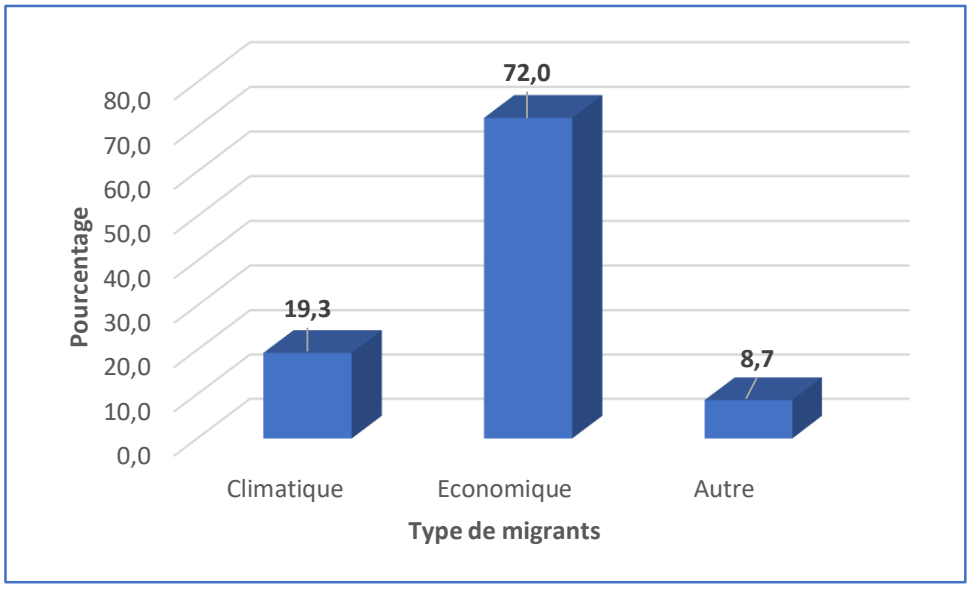
2. Résultats

2.1. Intensification des mobilités à Siguiri

2.1.1. Facteurs déclencheurs et origine géographique des migrants

Les principaux facteurs déclencheurs de la migration vers Siguiri sont l'attractivité de l'exploitation aurifère, les opportunités économiques liées au commerce et aux services, ainsi que les dynamiques familiales et transfrontalières qui favorisent l'installation dans cet espace en pleine expansion (figure 2).

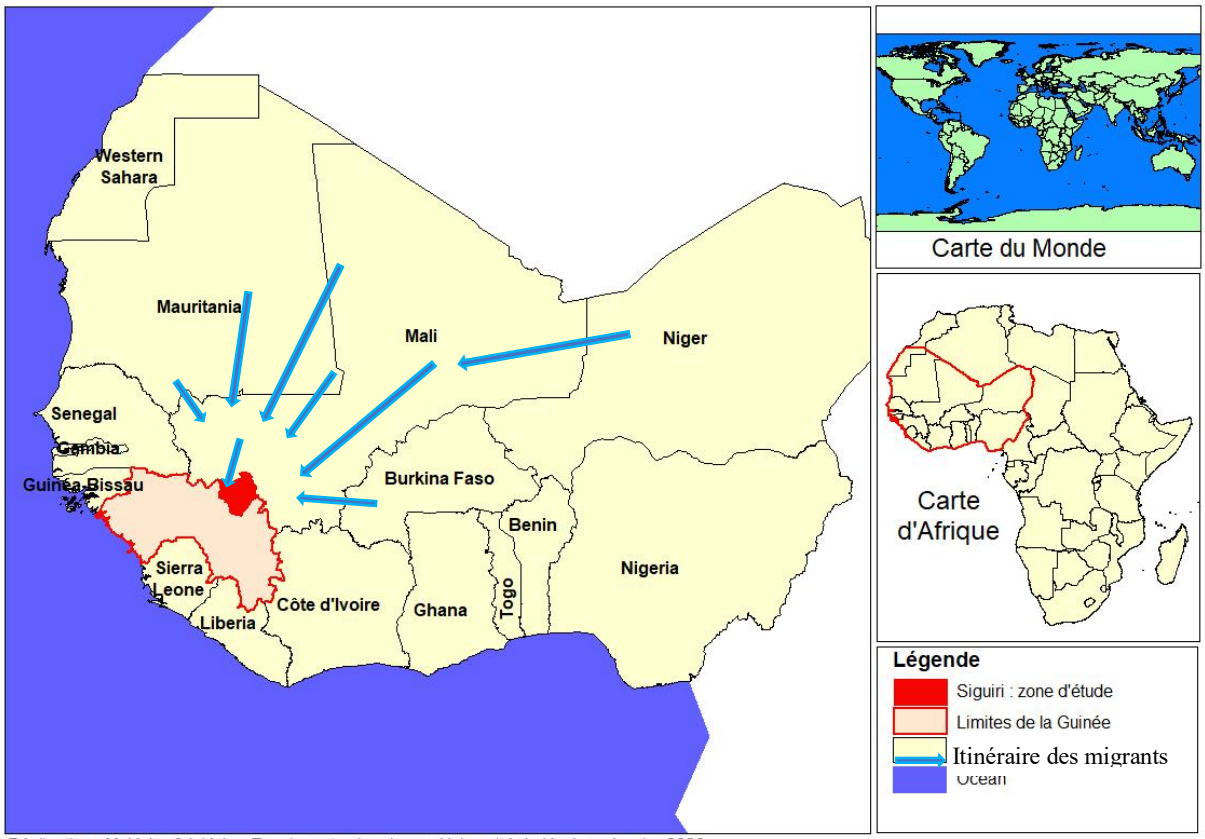
Figure 2 : Répartition des migrants enquêtés selon le motif principal de migration



Source : M. KABA et al., 2025, Enquêtes de terrain.

L'analyse de la figure 2 met en évidence les principaux motifs des migrants enquêtés à Siguiri. Sur un total de 150 migrants recensés, 108 relèvent de la migration économique (72,0 %), 29 de la migration climatique (19,3 %) et 13 d'autres motifs (8,7 %). Cependant, la carte 2 décrit l'origine géographique des migrants.

Carte 2 : Origine géographique des migrants



Réalisation : M. Kaba & I. Kaba, Enseignants-chercheurs, Université de Kankan, Janvier 2026

L'analyse de la carte 2 met en évidence l'intensité des flux migratoires vers Siguiri, à la fois internes et transfrontaliers. Sur le plan interne, les populations proviennent de toutes les régions du pays, notamment la Basse-Côte, le Fouta, la Guinée forestière et d'autres localités de la Haute-Guinée, et convergent vers cette ville. Parallèlement, des flux externes sont également observés, avec l'arrivée de migrants originaires de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, notamment le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Tchad et le Burkina Faso. Cette forte attractivité migratoire de Siguiri s'explique en grande partie par son statut de zone aurifère, qui génère de multiples opportunités économiques et constitue un pôle d'attraction majeur pour les populations en quête de revenus et de nouvelles perspectives d'existence.

2.1.1.1. Une prédominance de la migration économique

La migration économique apparaît comme la principale forme de mobilité vers Siguiri. Avec près des deux tiers des migrants enquêtés, elle confirme le rôle structurant de l'attractivité économique de la ville, notamment liée à l'orpaillage artisanal, au petit commerce et aux activités connexes. Une lecture fine des données montre que les migrants économiques sont d'origine guinéenne (82,0 %), malienne (7,3 %) et burkinabé (10,7 %). Les migrants guinéens sont ceux qui viennent d'autres régions du pays. Cette forte proportion de migrants économiques traduit la recherche d'emplois et de revenus plus élevés, l'existence d'un marché du travail informel dynamique et

l'image de Siguiri comme pôle d'opportunités dans le pays. À cet effet, V. Gbamy [1], un jeune migrant venu de la région forestière justifie sa présence dans la ville de Siguiri en ces termes :

> « *Je suis un diplômé sans emploi. J'ai terminé les études il y a 5 ans et je n'arrive pas à trouver un emploi durable. C'est pourquoi je suis venu tenter ma chance dans l'orpaillage pour subvenir à mes besoins et ceux de ma famille* ».

Ce verbatim met en évidence le caractère contraint et stratégique de la migration économique vers Siguiri. Il révèle que l'attractivité de la ville ne repose pas uniquement sur une logique d'enrichissement rapide, mais sur l'absence d'alternatives professionnelles durables dans les régions d'origine. Le cas de ce diplômé sans emploi souligne le décalage entre formation et insertion sur le marché du travail, et montre que l'orpaillage fonctionne comme un secteur-refuge absorbant une main-d'œuvre diverse, y compris qualifiée. Dans le cadre de cette étude, ce témoignage illustre comment la migration économique alimente l'urbanisation rapide tout en reproduisant des formes de précarité et d'inégalités sociales, la ville devenant à la fois un espace d'espoir et un lieu d'incertitude socio-économique. Toutefois, cette dominance ne signifie pas que la migration soit exclusivement volontaire ou opportuniste. Dans de nombreux cas, la contrainte économique résulte elle-même de fragilités rurales structurelles.

2.1.1.2. Une migration climatique significative mais souvent imbriquée

La migration climatique représente 19,3 % des migrants, soit un cinquième de l'effectif total. Une réalité se cache derrière ce chiffre. À Siguiri, selon nos enquêtes de terrain, il ressort que 92,7 % de cette composante de migrant sont venus d'autre pays comme le Niger, la Mauritanie, le Tchad. Ils sont perceptibles dans la ville avec pour activité principale le petit commerce des bijoux, des produits de la médecine traditionnelle de leur pays d'origine. Par contre, un pourcentage faible, 7,3 % des enquêtés déclarent être des Guinéens. Cette proportion de migrants climatiques est loin d'être marginale. Elle confirme que les facteurs environnementaux (dégradation des terres, irrégularité des pluies, baisse des rendements agricoles) jouent un rôle réel dans les dynamiques migratoires vers la ville de Siguiri. D'ailleurs un ressortissant du nord de Siguiri, N. Traoré[2]., affirme qu' :

> « *Au village, la terre ne donne plus comme avant. On a attendu plusieurs saisons, mais rien ne changeait. On est venu ici pour chercher une autre chance* ».

Une autre enquêtée, H. D. Djibrine.[3], rencontrée nous décrivait sa trajectoire :

> « *Au pays, la pluie n'est pas fréquente surtout en saison sèche alors que nous sommes des cultivateurs. Les terres agricoles deviennent de plus en plus infertiles à cause de la sècheresse. Les*

[1] Agé de 33 ans, il est originaire d'un village de Yomou.
[2] Homme de 47 ans, originaire du district de Fidakô dans la commune rurale de Niagassola.
[3] Femme de 42 ans, originaire du Tchad.

activités ne marchent non plus. Chaque année, on vient en Guinée se mettre à l'abri de la famille. Au début, c'est à Kankan que je venais. Mais ces derniers temps, c'est à Siguiri qu'on se dirige à cause du dynamisme de nos activités ».

Ces deux déclarations prouvent à suffisance le caractère adaptatif et transfrontalier de la migration climatique vers Siguiri. Elles montrent que derrière la statistique se trouvent des trajectoires marquées par la dégradation progressive des conditions de production agricole, l'irrégularité des pluies et l'appauvrissement des terres, qui fragilisent durablement les ménages ruraux. Le premier témoignage met en évidence une mobilité interne liée à l'épuisement des ressources agricoles locales, tandis que le second révèle une circulation régionale plus large, structurée par des stratégies saisonnières et familiales d'adaptation. Ensemble, ces propos confirment que la migration climatique ne relève pas d'un déplacement ponctuel, mais d'un mécanisme de survie face à des contraintes environnementales persistantes, contribuant ainsi à la recomposition sociale et économique de l'espace urbain de Siguiri. Cependant, dans le contexte de notre étude, il est important d'interpréter cette catégorie avec prudence. Les motivations migratoires sont rarement exclusives. Une migration déclarée « économique » peut être indirectement liée à une perte de productivité agricole due à des aléas climatiques. Ainsi, la distinction entre migration économique et migration climatique est souvent analytique plus que strictement empirique. Les deux dimensions se superposent fréquemment.

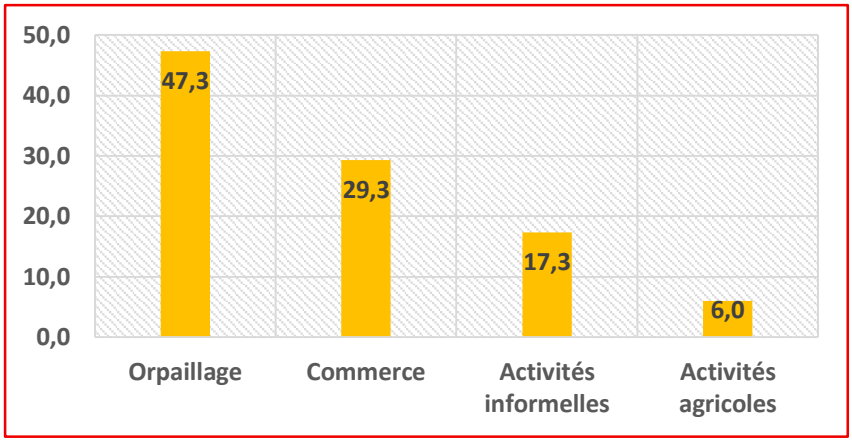
2.1.1.3. Les autres motifs : une diversité de trajectoires

Quand on regarde de près les 8,7 % classés dans la catégorie « autre », on se rend compte qu'il s'agit en réalité de parcours très différents. Certains viennent rejoindre un membre de leur famille déjà installé, d'autres se déplacent à la suite d'un mariage. Il y a aussi ceux qui quittent leur localité à cause de tensions communautaires, ou simplement pour poursuivre des études ou accéder à des soins de santé plus adaptés. Même si leur proportion est plus faible, elle compte beaucoup dans la compréhension des dynamiques locales. Elles montrent que la mobilité à Siguiri ne répond pas uniquement à la recherche d'un emploi ou à des contraintes environnementales. Elle s'inscrit aussi dans des logiques sociales, familiales et parfois personnelles, qui participent pleinement à la transformation progressive de l'espace urbain.

2.1.2. Profil socio-économique des migrants

Le profil socio-économique des migrants désigne l'ensemble des caractéristiques sociales et économiques qui permettent de décrire et d'analyser la situation des personnes en mobilité. Il constitue un outil analytique central dans cette étude. La figure 3 ci-dessous est édifiante.

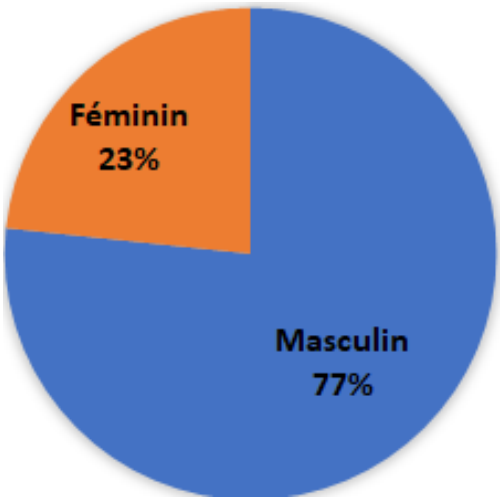
Figure 3 : Répartition des migrants enquêtés suivant leur activité



Source : *M. KABA et al., 2025, Enquêtes de terrain.*

L'analyse de la figure 3 montre clairement que l'orpaillage constitue l'activité dominante des migrants à Siguiri, avec 47,3 % des effectifs, confirmant le rôle central du secteur minier dans l'attractivité de la préfecture. Le commerce (29,3 %) et les activités informelles (17,3 %) traduisent un dynamisme économique lié à cette exploitation aurifère, tandis que l'agriculture reste marginale (6 %). Dans l'ensemble, cette structure révèle une forte dépendance à l'économie de l'or et une insertion souvent précaire, avec des implications importantes en matière d'inégalités et de politiques d'aménagement. La migration à Siguiri est dominée par les hommes. La figure 4 nous le démontre.

Figure 4 : Désagrégation des migrants par sexe

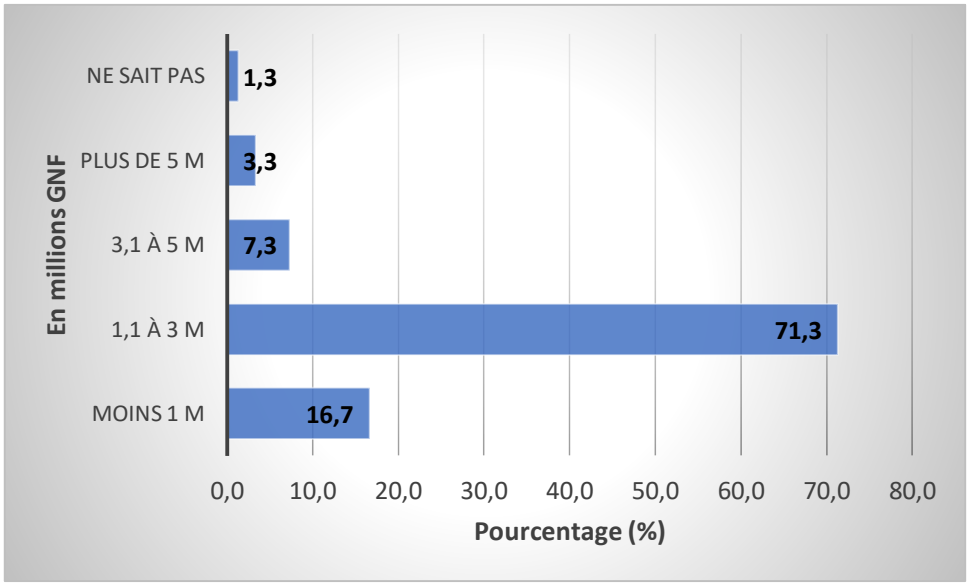


Source : M. KABA et al., 2025, Enquêtes de terrain

La figure 4 met en évidence une forte prédominance masculine parmi les migrants à Siguiri : 77 % sont des hommes contre 23 % de femmes. Cette répartition traduit le caractère fortement masculinisé des dynamiques migratoires locales, probablement lié à l'importance de l'orpaillage et des activités physiquement exigeantes ou perçues comme relevant davantage des hommes. La présence féminine, bien que minoritaire,

reste néanmoins significative. Elle suggère que la migration ne se limite pas uniquement à une logique individuelle masculine, mais intègre aussi des dynamiques familiales, commerciales ou de regroupement. Dans l'ensemble, cette structure sexuée révèle des déséquilibres qui influencent l'organisation sociale, les besoins en services urbains et les formes d'insertion économique dans la préfecture.

Figure 5 : Revenu mensuel moyen des migrants enquêtés



Source : M. KABA et al., 2025, Enquêtes de terrain

La structure des revenus montre une forte concentration dans la tranche intermédiaire : 71,3 % des migrants déclarent gagner entre 1,1 millions (125 dollars) et 3 millions (342 dollars). Les revenus inférieurs à 1 million concernent 16,7 %, traduisant une part non négligeable de situations modestes. Les niveaux plus élevés restent marginaux : 7,3 % entre 3,1 millions (353 dollars) et 5 millions (570 dollars) et seulement 3,3 % au-delà de 5 millions (570 dollars). La part de ceux qui n'ont pas souhaité donner leur statut est faible (1,3 %).

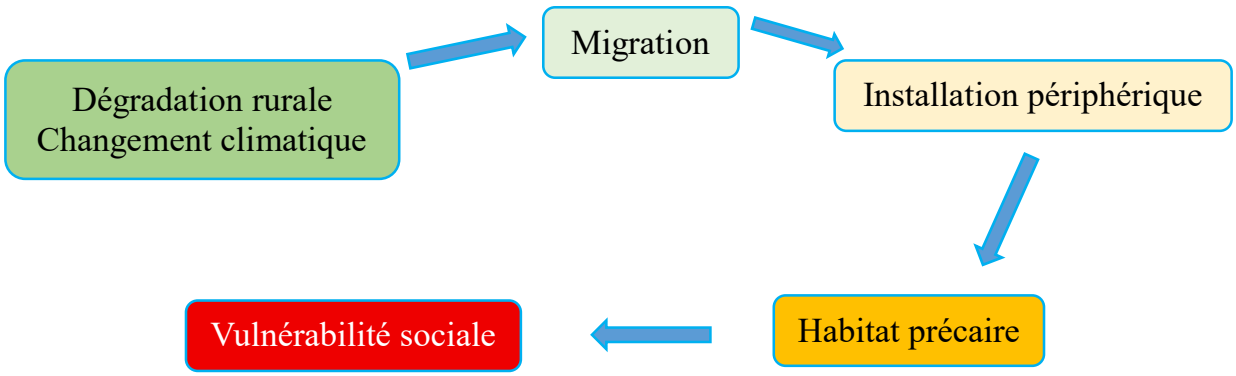
Dans l'ensemble, ces données suggèrent une insertion économique relativement stabilisée pour la majorité, mais avec une concentration autour de revenus moyens et une minorité accédant à des gains plus élevés, ce qui peut alimenter des écarts internes au sein de la population migrante.

2.2. Urbanisation accélérée et extension de l'habitat précaire

La population de la ville de Siguiri connait une évolution sans précédent. Elle est passée de 54 108 habitants dont 26 791 femmes (RAPPORT RGPH-2, 1996) à 185 242 habitants dont 90 965 femmes (RAPPORT RGPH-3, 2014). Selon l'INS-Guinée (2017), cette évolution continuera pour atteindre 238 064 habitants en 2023. Ce dynamisme est dû en grande partie à l'essor des activités aurifères aux alentours de la ville de Siguiri et à la migration des populations venue de toutes les régions du pays et certains pays

de la sous-région ouest africaine. Cette migration fait suite à une détérioration et à une dégradation des milieux ruraux, comme indiqué dans ce schéma explicatif (figure 6).

Figure 6 : Logique d'urbanisation de Siguiri



Source : M. KABA et al., 2025, analyse conceptuelle

Ce schéma montre que la dégradation des conditions rurales pousse les populations à migrer vers la ville. Faute de moyens suffisants, elles s'installent en périphérie dans des habitats précaires, ce qui entraîne une vulnérabilité sociale accrue. Il met ainsi en évidence le lien direct entre crise rurale, urbanisation non planifiée et production d'inégalités dans l'espace urbain de Siguiri. Le croisement des données d'enquêtes de terrain révèle que les migrants climatiques sont surreprésentés dans l'habitat précaire, confirmant un lien direct entre statut migratoire et vulnérabilité résidentielle. Le tableau 2 est révélateur de cette situation.

Tableau 2 : Croisement statut migratoire / type d'habitat

Statut migratoire	Habitat planifié	Habitat précaire	Total effectif
Migrant climatique	71 (47,3 %)	79 (52,7 %)	150
Migrant économique	45 (30 %)	105 (70 %)	
Autres	86 (57,3 %)	64 (42,7 %)	

Source : M. KABA et al., 2025, Enquêtes de terrain

Le tableau 2 montre qu'il existe une relation claire entre statut migratoire et type d'habitat à Siguiri. Chez les migrants climatiques, 47,3 % résident en habitat planifié contre 52,7 % en habitat précaire, ce qui traduit une légère prédominance de la précarité résidentielle dans cette catégorie. La situation est plus marquée chez les migrants économiques, dont 30 % seulement occupent un habitat planifié, tandis que 70 % vivent en habitat précaire, confirmant ainsi leur forte exposition à l'urbanisation informelle. À l'inverse, les migrants dans la catégorie « *autres* » (étude, regroupement familial, mariage…) présentent un profil plus stable, avec 57,3 % en habitat planifié contre 42,7 % en habitat précaire. Globalement, ces proportions montrent que la précarité de l'habitat touche prioritairement les migrants économiques et, dans une moindre mesure, les migrants climatiques, ce qui renforce les inégalités socio-spatiales dans la dynamique d'urbanisation de Siguiri.

2.3. Recomposition des inégalités sociales

La recomposition des inégalités sociales désigne le processus par lequel les écarts entre groupes sociaux changent de forme, d'intensité ou de support, sans pour autant s'effacer (P. Bourdieu, 1979). Ces inégalités passent ainsi du seul registre économique (revenu, emploi) à des dimensions plus complexes : accès différencié à l'éducation, au logement, aux réseaux sociaux ou aux ressources territoriales. Le tableau 3 ci-dessous est édifiant.

Tableau 3 : Accès aux services sociaux de base

Services sociaux	Non	Oui (publics)	Oui (privés)	Total %
Electricité	22 (14,67%)	99 (66,0%)	29 (19,33%)	100 %
Santé	13 (8,67%)	57 (38,0%)	80 (53,33%)	100 %
Eau potable	5 (3,33%)	66 (44,0%)	79 (52,67%)	100 %
Education	8 (5,33%)	49 (32,67%)	93 (62,0%)	100 %

Source : M. Kaba et al., 2025, Enquêtes de terrain

L'analyse du tableau 3 révèle une configuration particulière de l'accès aux services sociaux de base à Siguiri, marquée par un recours massif aux solutions privées, souvent informelles, plutôt qu'aux services publics structurés. Pour l'électricité, 66 % des enquêtés déclarent être raccordés au réseau public, tandis que 19,33 % recourent à des solutions privées (groupes électrogènes, branchements individuels), et 14,67 % n'y ont pas accès. Cette répartition suggère une couverture publique relativement majoritaire, mais encore incomplète, laissant une frange non négligeable en situation d'exclusion énergétique. En matière de santé, la situation est plus révélatrice des fragilités du système public : seulement 38 % fréquentent les structures publiques, contre 53,33 % qui recourent à des structures privées, notamment des cliniques informelles moins coûteuses. Les 8,67 % sans accès régulier (utilisant des solutions traditionnelles) traduisent une vulnérabilité sanitaire persistante. L'accès à l'eau potable confirme cette tendance. Si 44 % bénéficient d'un service public, 52,67 % s'approvisionnent via des forages privés appartenant à des particuliers, dans une logique de solidarité de voisinage. Seuls 3,33 % déclarent ne pas avoir accès à l'eau potable. Cette forte proportion de recours au privé illustre un mode d'organisation communautaire qui compense les lacunes infrastructurelles. Une habitante migrante, J. Komano[4], d'un quartier périphérique raconte que :

> *« Dans mon quartier, il n'y a pas d'installation de la SEG. Je puise de l'eau dans la cour de mon voisin, je ne suis pas seule à puiser là-bas. Souvent on fait la queue longtemps pour avoir un tour. Quand sa pompe est en panne, on doit marcher loin pour avoir de l'eau ».*

Ce récit met en évidence les limites de la couverture des services publics d'eau dans certains quartiers périphériques de Siguiri et la dépendance des habitants à des solutions informelles fondées sur la solidarité du voisinage. L'absence d'installation de la SEG[5] contraint les ménages à s'approvisionner auprès de forages privés, ce qui

[4] Femme de 34 ans, originaire d'un village de Gueckédou, vivant à Saint-Alexis, dans la périphérie de Siguiri.
[5] Société des Eaux de Guinée.

engendre de nombreuses files d'attente devant les points d'eau, d'incertitudes et de vulnérabilité en cas de panne. Il illustre ainsi une inégalité d'accès aux services de base liée à la localisation résidentielle et à l'urbanisation non planifiée, où l'accès à l'eau repose moins sur un droit garanti que sur des arrangements communautaires précaires. En ce qui concerne l'éducation, la prédominance du privé est encore plus marquée : 62 % des ménages déclarent fréquenter des établissements privés (souvent de proximité et à des coûts modérés), contre 32,67 % dans le public, et 5,33 % sans accès. Cette configuration révèle une pression importante sur le système éducatif public et une expansion des initiatives privées, parfois moins formelles. Dans l'ensemble, qu'elle soit publique ou privée, les migrants ont dans leur majorité accès aux services de base. Ces pourcentages mettent en évidence une urbanisation où l'accès aux services sociaux repose largement sur des mécanismes parallèles ou communautaires. Le « privé » n'est pas toujours synonyme de standing élevé ; il renvoie ici à des arrangements informels, solidaires ou pragmatiques, qui traduisent à la fois la capacité d'adaptation des populations et les limites structurelles de la planification urbaine. Cette configuration participe à la recomposition des inégalités sociales : l'accès aux services dépend moins d'un droit garanti que des ressources individuelles, des réseaux sociaux et de la localisation résidentielle, renforçant ainsi les disparités socio-spatiales dans la ville de Siguiri.

2.4. Déficit de gouvernance territoriale

Dans le contexte de Siguiri, le déficit de gouvernance territoriale apparaît comme un facteur structurant des déséquilibres observés. La faiblesse des outils d'aménagement (plans d'urbanisme peu actualisés, insuffisance de schémas directeurs opérationnels, contrôle limité de l'occupation du sol) favorise une expansion urbaine spontanée. L'urbanisation se fait davantage par ajustements successifs que selon une vision planifiée, ce qui explique la multiplication des quartiers périphériques précaires et l'inégale répartition des infrastructures. À cela s'ajoute un manque d'anticipation des flux migratoires. Les dynamiques économiques liées à l'orpaillage et les mobilités climatiques régionales génèrent des arrivées continues que les autorités locales peinent à intégrer dans leurs projections démographiques. L'absence de données actualisées et de mécanismes de suivi limite la capacité à planifier les besoins en logements, en eau, en santé ou en éducation. Cette combinaison (outils d'aménagement fragiles et faible anticipation) contribue à la production d'inégalités socio-spatiales. La ville de Siguiri absorbe les flux migratoires, mais sans cadre structurant suffisant pour garantir une inclusion équitable, ce qui renforce la vulnérabilité des nouveaux arrivants et accentue les écarts entre centre planifié et périphéries en expansion.

3. Discussion des résultats

Les résultats obtenus dans la préfecture de Siguiri confirment, tout en les nuançant, les analyses développées dans la littérature sur les migrations internes en Afrique subsaharienne. Ils montrent que la mobilité vers les villes intermédiaires ne relève ni d'un déterminisme climatique simple ni d'une attraction économique isolée, mais d'une combinaison de facteurs structurels.

3.1. Une migration plurielle, entre contrainte et opportunité

La prédominance de la migration économique (72 %) s'inscrit dans la logique décrite par S. Mercandalli et B. Losch (2018, p. 14), selon laquelle les mobilités rurales en Afrique sont étroitement liées aux transformations structurelles des économies agricoles. L'essor de l'orpaillage à Siguiri joue ici un rôle comparable aux pôles agricoles ou miniers évoqués par S. Mercandalli et B. Losch **(**2018). Toutefois, la part non négligeable de la migration climatique (19,3 %) rejoint les travaux de R. Lalou et V. Delaunay (2015, p. 289), qui soulignent que les migrations liées aux aléas climatiques constituent davantage une stratégie d'adaptation qu'un exode définitif. Les témoignages recueillis à Siguiri montrent bien cette dimension adaptative : la mobilité est une réponse à la baisse des rendements agricoles et à l'irrégularité pluviométrique, non un simple choix d'optimisation économique. Les résultats confirment également l'idée avancée par P. A. O. Kitoto (2016, p. 154) selon laquelle la migration environnementale débouche souvent sur une nouvelle forme de vulnérabilité urbaine, plutôt que sur une réelle amélioration des conditions de vie.

3.2. Urbanisation rapide et reproduction des vulnérabilités

La croissance démographique rapide de Siguiri, confirmée par les données du RGPH 3 (INS, 2017), illustre ce que le Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (1997) décrivait déjà comme une urbanisation par débordement, marquée par l'expansion périphérique et l'insuffisance d'infrastructures. Le croisement entre statut migratoire et type d'habitat montre que 70 % des migrants économiques vivent en habitat précaire. Cette situation valide l'hypothèse développée par C. Cournil et F. Gemenne (2010, p. 6) : lorsque la planification urbaine est faible, la migration d'adaptation engendre une précarité urbaine accrue. Ainsi, à Siguiri, la migration apparaît comme un mécanisme de transfert des vulnérabilités : la fragilité rurale se transforme en précarité résidentielle et professionnelle en milieu urbain.

3.3. Accès aux services : inclusion relative, inégalités persistantes

L'accès majoritaire aux services sociaux de base suggère une certaine capacité d'intégration. Cependant, l'analyse fine révèle que le recours massif au « privé » (53,33 % pour la santé ; 62 % pour l'éducation ; 52,67 % pour l'eau potable) renvoie souvent à des solutions informelles ou communautaires. Cette situation rejoint les observations

du DSRP-2 (MEFP, 2007), qui soulignait déjà la faiblesse structurelle des infrastructures publiques en Guinée. Elle illustre ce que P. Bourdieu (1979) conceptualise comme une recomposition des inégalités : celles-ci ne disparaissent pas, mais se déplacent du revenu vers l'accès différencié aux ressources territoriales et aux services essentiels. À Siguiri, l'inégalité n'est donc pas seulement économique, elle est aussi spatiale. Elle dépend du quartier d'installation, du capital social mobilisable et de la capacité à intégrer les réseaux locaux.

3.4. Déficit de gouvernance et limites de l'anticipation

Les résultats mettent également en lumière les limites de la gouvernance territoriale. L'OIM (2020) soulignait déjà la vulnérabilité des migrants orpailleurs en Guinée. À Siguiri, cette vulnérabilité est renforcée par l'absence d'outils d'aménagement actualisés et par une faible anticipation des flux migratoires. Cette situation confirme l'analyse développée par MAEGE (2020), qui reconnaît la nécessité d'intégrer la mobilité dans la planification territoriale. Or, les résultats montrent que cette intégration reste partielle à l'échelle locale.

3.5. Une ville intermédiaire sous tension

En définitive, Siguiri illustre une configuration typique des villes intermédiaires d'Afrique de l'Ouest : forte attractivité économique, croissance démographique rapide, infrastructures insuffisantes et segmentation socio-spatiale croissante. La migration, loin d'être un simple phénomène démographique, agit comme un révélateur des fragilités structurelles du territoire. Elle contribue à dynamiser l'économie locale, mais expose aussi les limites de la planification urbaine et accentue les écarts d'accès aux ressources.

Conclusion

Cette étude consacrée aux dynamiques de migration, d'urbanisation et d'inégalités sociales dans la préfecture de Siguiri met en évidence une recomposition profonde des équilibres territoriaux. Les résultats montrent que la migration économique constitue la principale forme de mobilité vers la ville, portée par l'attractivité de l'orpaillage artisanal et des activités connexes. Toutefois, la migration climatique représente une proportion significative des flux et traduit une stratégie d'adaptation face à la dégradation des conditions agricoles et à l'irrégularité pluviométrique. L'analyse croisée du statut migratoire et du type d'habitat révèle une forte concentration des migrants, notamment économiques, dans les quartiers périphériques précaires. L'urbanisation rapide s'accompagne ainsi d'une informalité résidentielle et professionnelle marquée. Par ailleurs, si l'accès aux services sociaux de base semble relativement répandu, il repose largement sur des dispositifs privés ou communautaires, souvent informels, ce qui traduit les limites de la couverture

publique et renforce les disparités socio-spatiales. Dans l'ensemble, les résultats confirment que la migration vers Siguiri agit simultanément comme facteur de dynamisme économique et comme vecteur de reproduction des vulnérabilités sociales.

Références bibliographiques

BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, Paris, 672 p.

COURNIL Cristelle & GEMENNE François, 2010, « Les populations insulaires face au changement climatique : des migrations à anticiper », *VertigO*, *10*(3), p. 1-16.

DIALLO Alpha Abdoulaye, 2018, *Pratiques de recrutement des travailleurs migrants guinéens, conditions de travail à l'étranger et politiques publiques face à la traite des êtres humains au trafic de migrants en Guinée*, ICMC, MADE. https://www.interfacelonny.org/storage/documents/do-1602247122/document_1602247686.pdf

DOUMBOUYA Saibou & al., 2022, *Evaluation de la dynamique migratoire à Siguiri*, Rapport OIM. https://reliefweb.int/report/guinea/valuation-de-la-dynamique-migratoire-dans-la-pr-fecture-siguiri-rapport-f-vrier-2022

HENRY Louis, 1984, *Démographie : Analyse et modèles*, Paris, Éditions de L'Institut national d'études démographiques, 341 p.

Institut national de la statistique (INS), 2017, *RGPH 3 Migration et urbanisation en Guinée*.

Institut national de la statistique (INS), 2026, *Résultats préliminaires du RGPH 4*. Guinée

KABA Moussa & FOFANA Issa, 2026, *Réseaux sociaux et production de l'espace urbain : Cartographie des perceptions citoyennes du cadre de vie de Siguiri*, Editions Universitaires Européennes, 108 p.

KITOTO Patrick Arnold Ombiono, 2016, « Réchauffement climatique et migration vers les rives du lac Tchad dans Migrations Société », *Éditions Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales*, p. 149-166.

LALOU Richard et DELAUNAY Valérie, 2015, « Migrations saisonnières et changement climatique en milieu rural sénégalais : forme ou échec de l'adaptation ? », in Sultan, B. and Lalou, Richard and Sanni, M.A. and Oumarou, A. and Soumaré, M. A. Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest, IRD, p. 287-314.

MAEGE – Ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'Étranger, 2020, *Politique de Migration de la Guinée*. Publié par l'Organisation internationale pour les migrations. https://www.interfacelonny.org/documents/do-1719907123

MEFP-Guinée, 2007, *Document de stratégie de réduction de la pauvreté DSRP-2 (2007-2010)*, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. https://cda-omvs.org/wp-content/uploads/attachments/2007-ef0043-crd_0.pdf

ME-Guinée, 2019, *Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, Projet d'étude de EDG*, Rapport du Ministère de l'Énergie – Guinée. https://edg.com.gn/sdm_downloads/rapport-annuel-edg-2019/

MERCANDALLI Sara et LOSCH Bruno, 2018, *Une Afrique rurale en mouvement. Dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara*, Rome : FAO-CIRAD, 58 p. ISBN 978-92-5-130468-6 http://www.fao.org/publications/card/fr/c/I7951FR/

Nations Unies - DAES, 2015, *International Migrant Stock* : the 2015 revision. https://www.un.org/development/desa/pd/

OIM - Organisation Internationale pour les Migrations, 2020, *Conditions des migrants orpailleurs étrangers en Guinée/Siguiri : Matrice de suivi des déplacements* (DTM). https://dtm.iom.int/reports/guin%C3%A9e-%E2%80%94-rapport-sur-les-conditions-des-orpailleurs-%C3%A9trangers-en-guin%C3%A9e-pr%C3%A9fecture-de

RMUAO - Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, 1997, *Enquête sur les migrations et l'urbanisation en Guinée (EMUG) 1992-1993*. Rapport national descriptif. https://demostaf.web.ined.fr/index.php/ddibrowser/25/export/?format=pdf&generate=yes

SAKHO Papa, VERDUGO MATES Rosa Maria & LOIS GONZALEZ Ruben Camilio (dir.), 2025, *Migrations en Afrique de l'Ouest : dynamiques locales, enjeux globaux et gouvernance,* Universidade de Santiago de Compostela, p. 9-12.